

«PILIER DE DEFENSE» : UNE TRIANGULAIRE D'INTERETS DANS LA QUADRATURE DU CERCLE PALESTINIEN

08/12/2012

«Guerre des huit jours», «colonne de nuées» ou «pilier de défense» : trois noms désignent ce énième conflit ayant opposé, du 14 au 22 novembre 2012, Tsahal et plusieurs groupes armés de la Bande de Gaza. Dans la région, les guerres succèdent aux guerres comme « *Nuages d'automne* » en octobre 2006, « *Hiver chaud* » en février 2008 ou « *Plomb durci* » en 2008-2009. Et depuis septembre 2012, des signes avant-coureurs annonçaient de prochaines hostilités, comme l'accélération des tirs de roquettes, le contexte électoral américain, le raid israélien sur Yarmouk au Soudan, le renforcement des sanctions contre l'Iran, et l'interception de plusieurs flottilles de la paix. De même, 36 heures avant la crise, le conseiller de sécurité nationale d'Obama, Tom Donilon, rencontrait le chef du Conseil de sécurité nationale d'Israël Yaakov Amidror, notamment pour assurer la livraison de missiles intercepteurs pour l'Iron Dome et prévenir de l'imminence de l'assaut[1].

Dans chaque confrontation, on s'interroge sur le *justum bellum* et les responsabilités de chacun. Mais ces concepts, utilisés par les militaires et les politiques, n'ont pas de valeurs scientifiques, surtout dans le tortueux contexte proche-oriental. De même, on aurait tort d'utiliser comme seules explications les variables culturelles ou ethniques. Egalement, ce dernier conflit, ne se résume pas à «un duel entre les armes iraniennes mises en œuvre par le Hamas et le Jihad Islamique, et [...] le Dôme de Fer» comme l'affirme superficiellement le CRIF[2]. En effet, la chasse et l'artillerie israéliennes sont entrées en action, des terroristes ont perpétré des attentats en Israël, et surtout, de nombreux autres acteurs et intérêts sont entrés en jeu.

Aussi, il est nécessaire de s'interroger sur les raisons véritables motivant les parties en présence. Mais pourquoi des groupes terroristes[3] palestiniens ont-ils pris le risque de défier Israël, de surcroît dans une région troublée par lesdits «printemps arabes», et surtout dans un contexte d'adhésion de la Palestine en tant qu'Etat observateur non- membre des Nations Unies (ce qui pourrait être considéré comme un comportement irrationnel) ? Avant d'analyser le véritable bilan de Pilier de Défense, il faut d'abord identifier le phénomène des roquettes, les différents groupes d'acteurs impliqués dans la crise et leurs objectifs initiaux.

Roquettes et obus: la rançon du succès des clôtures de sécurité

Israël a expliqué, dès les premières heures du conflit, qu'il agissait en légitime défense face aux tirs incessants de projectiles explosifs tirés depuis la Bande de Gaza. Conséquence de l'écrasante supériorité israélienne, le terroriste palestinien marginalise progressivement, depuis 2001, l'emploi d'*improvised explosive device* et d'attentat-suicide, au profit du missile, réponse à l'édification des clôtures de sécurité autour d'Israël. La roquette s'affranchit de cet obstacle, frappe au hasard, ne peut être interceptée (elle l'était jusqu'à récemment), requiert peu de savoir-faire, ne nécessite pas de sacrifice, est peu coûteuse et évite le contact humain avec la cible. Elle est efficace pour neutraliser la réserve qui constitue la base du système de défense israélien (systèmes d'alerte, de santé et de défense antimissile). Il suffit ainsi de lancer massivement des projectiles non pour vraiment détruire et tuer, mais pour terroriser et mobiliser le plus d'ennemis possibles. L'ancien chef du renseignement militaire israélien Yaacov Amidror analysait ainsi déjà en 2003: « les Palestiniens n'ont même pas besoin de tirer beaucoup de roquettes [...] pour rendre la vie impossible aux Israéliens »[4]. Aussi, elles sont donc moins des «Armes de Destruction Massive» que des « armes de terreur massive ». Les roquettes sont appelées génériquement *qassam*, mais recouvrent en fait les *qassam* proprement dites (de 9 à 17 km de portée), les *Grad* russes (de 20 à 48 km) jusqu'aux *Type-64* en passant par les WS-1E chinoises (40 km). Il faut ajouter à cela les roquettes artisanales de portée (3 à 40 km), de taille (0.8 à 2 mètres) et de précision très variées[5] permettant un tir concentré en salve sur une surface réduite pour saturer les défenses. La liste comprend également des mortiers de 107, 122, et 168 mm et les missiles tactiques *Fajr-5* sino-iraniens[6], pouvant être tirés par quatre à partir d'un camion. Le Hamas disposerait également de *Zelzal-2*, dont les performances triplent celle d'un *Fajr-5*.

Depuis la Guerre des Six Jours et l'annexion de territoires palestiniens, des milices résistent naturellement à Israël. Depuis 2005, date de l'évacuation de Gaza, des Palestiniens persistent à attaquer Israël, l'enjeu étant cette fois, du moins officiellement, la libération de toute la Palestine. Pour se défendre, Israël réplique pour protéger les 3,5 millions d'Israéliens à portée des tirs et soumis irrégulièrement aux sirènes d'alerte *Tzeva Adom*, signifiant qu'il reste 10 minutes pour rejoindre les abris bétonnés. Entre les trêves (*hudna*) et autres paix relatives (*tahdiyya*), les conflits d'attrition permettent à chaque camp de se réapprovisionner en armes et s'assurer de soutiens internationaux en vue de la prochaine crise ouverte. Les terroristes palestiniens se moquent des dégâts des représailles israéliennes, comme Israël n'a cure des dégâts des roquettes, chaque camp recevant des fonds de leurs alliés respectifs pour les réparer, en plus des armes pour en occasionner de nouveau. Il est dès lors problématique de ne pas embrasser l'intégralité des alliés des acteurs de premiers plan.

En effet, la bande de Gaza concentre plusieurs groupes d'activistes rivaux, qui peuvent s'allier entre eux suivant les scénarii d'un *Balance of Power* bien établi, au profit d'Etats souteneurs. Israël profite et entretient cette division pour notamment faire échouer le processus de paix. Dernièrement, la tendance s'est accélérée, au point que ce *low intensity conflict* est assimilable à une partie de billard à trois groupes de joueurs – A, B et C-: Israël (soutenu par l'Union Européenne [UE], les Etats-Unis et leurs alliés) représente le groupe A, le Jihad Islamique Palestinien [JIP] (Iran+ Chine + Syrie et leurs alliés) représente le groupe B et le Hamas (Egypte+Qatar et leurs alliés) le groupe C. Le Hamas et le JIP ont profité récemment du pillage des stocks khadafistes, transitant par le Sinaï, «zone grise» mal contrôlée par l'Egypte. Si les capacités du groupe A sont plus ou moins connues du grand public, celles des groupes B et C le sont bien moins.

Israël Face aux Hamas et au Jihad Islamique

Le Hamas[7], créé en 1987, est d'abord officieusement soutenu par Israël (il utilise parfois des armes israéliennes et américaines) pour en faire un contrepoids au Fatah et à l'ancien Front de libération de la Palestine. Rappelons que Mosab Hassan Yousef, dit le Prince Vert, lieutenant et fils d'un des fondateurs du Hamas, avoua être un agent du Shin Beth israélien. Le Hamas sunnite promeut un État islamiste, régit par la charia, avec Jérusalem pour capitale. Emanation des Frères Musulmans (soutenus et financés par Ryad et Washington), il s'attaque d'abord aux Palestiniens accusés de collaboration avec l'ennemi, aux mécréants, puis ensuite aux juifs. Cependant, le Hamas demeure ambigu sur les Accords de Camp David I. Ses branches armées, les *brigades Ezzedine Al Qassam* (20000 hommes) combattent au côté des *Brigades des Martyrs d'Al Aqsa* aujourd'hui *Brigades Yasser Arafat*, des *Comités de résistance populaire* (avec sa branche armée des *brigades Salah al-Deen*), et l'armée de l'Islam (Jihad Mondial). Son leader en exil est Khaled Mishal et son représentant à Gaza est Ismail Haniyeh[8]. En janvier 2007, afin de bénéficier de la même reconnaissance internationale que le Fatah, Mishal déclare qu'Israël est un fait avéré, et ajoute que le vrai problème « c'est que l'État palestinien n'existe pas »[9]. Le Hamas est en groupe terroriste pour l'UE, les Etats-Unis et leurs alliés, mais d'autres pays, comme la Russie ou la Chine, ne condamnent au mieux que sa branche armée. Le Hamas s'était paradoxalement allié aux chiïtes iraniens, aux alaouites syriens et dernièrement à la Turquie. En 2005, date de l'évacuation de la Bande de Gaza par Israël, le terrorisme ne peut plus être associé au «cancer du colon» israélien[10]. Mais le Hamas en profite pour en prendre le contrôle entre 2006 et 2007 à la suite d'élections. Pour contenir les mécontentements dus à sa gestion de plus en plus mafieuse et se légitimer, le Hamas recherche systématiquement la confrontation avec Israël. En 2011, il profite de la prise du pouvoir des Frères Musulmans en Egypte, lesquels ne sont finalement pas revenus sur les accords de Camp David I. Dans sa communication, Israël préfère éviter de parler du JIP au profit du Hamas dont les positionnements ont récemment changé. En effet, alors qu'Israël insiste pour toujours le représenter en allié inconditionnel de l'Iran (et le provoque pour cette raison afin d'incriminer en même temps Téhéran), le Hamas s'est détaché de Téhéran et de Damas, depuis 6 mois, à la suite de critiques de Mishal à l'encontre de ces deux pays, au profit du Qatar.

Son alter-égo, le JIP de Ramadan Abdallah Challah et sa branche armée les *Brigades Al-Qods* (8000 hommes) pénètrent Gaza en 1980. Il est sunnite mais proche du Hezbollah, et hostile aux Frères Musulmans. Actuellement financé et armé par ses alliés syriens, iraniens, chinois et russes, parfois par l'intermédiaire du Soudan, le JIP est la deuxième force armée après le Hamas, et détient des missiles Fajr-3 et 5 iraniens notamment, tombés à 15 km au sud de Tel-Aviv le 15 novembre[11]. C'est la raison pour laquelle, la veille de l'opération « Pilier de Défense », le chef de la diplomatie iranienne,

Ali Akbar Salehi se rend à Khartoum. A ses côtés, on trouve un agrégat de miliciens regroupant des déçus du Hamas et des islamistes étrangers (dont les 7000 salafistes du Jaïch al-Islam, les Compagnons d'Allah, le Jound Ansar Allah, le Tawhid wal Jihad, le Jaïch al-Oumma, l'Ansar al-Sunna, et le Majlis Choura al-Moujahidine). L'ensemble de cette coalition hétéroclite vise actuellement trois objectifs pour le compte de ses alliés. D'une part, prendre l'ascendant sur le Hamas pour le contrôle de Gaza, et s'ériger en premier ennemi d'Israël. Ensuite, prouver qu'en cas d'attaque sur l'Iran, elle a les capacités de prendre à revers Israël. Enfin, après le survol de la centrale nucléaire israélienne de Dimona par un drone iranien, il s'agit d'attirer l'attention de la communauté internationale sur l'arsenal atomique israélien pour dédouaner l'atome iranien et menacer d'attaquer le site. Notons que le Hezbollah pro-iranien n'a pas participé au conflit, pour éviter d'une part de conférer à Israël l'image confortable d'un pays agressé, d'autre part ménager le Liban menacé de déstabilisation avec la crise syrienne, et enfin ne pas porter préjudice aux alaouites chiites syriens. Le JIP est un groupe terroriste pour les Etats-Unis, l'UE et leurs alliés.

Tsahal : Pilier de Défense des intérêts israéliens, Egyptiens et Qataris

Des objectifs israéliens...

La thèse mettant en exergue la volonté de l'Etat hébreu de «ressouder les alliances israéliennes au nom de la lutte contre le terrorisme» [12] est superficielle, car les partenaires de l'Etat hébreu ne l'ont, à aucun moment, remis en cause, comme en témoigne l'absence de condamnation occidentale après le dernier raid sur le Soudan. En réalité ; Israël a répliqué aux attaques balistiques palestiniennes pour des motifs très variés, et souvent dissimulés.

D'une part, Tel-Aviv voulait nuire au processus de paix pour contenter l'électorat des colons, et empêcher la reconnaissance de la Palestine comme Etat Observateur à l'ONU, voulue par Mahmoud Abbas, mais refusée par Netanyahu et Obama. La population israélienne dans sa majorité souhaite un Etat palestinien, mais n'ose pas l'affirmer publiquement et massivement. Netanyahu le sait et oblige les Palestiniens à se radicaliser pour les discréditer. Cela peut conforter Netanyahu, pour les échéances électorales de janvier 2013, y compris à l'intérieur du Likoud, les scrutins étant souvent à l'origine d'opérations extérieures. Rappelons que « Bibi » fut élu en 2009 en partie parce qu'Olmert avait échoué à stopper les tirs de roquettes. Il s'agissait aussi de faire taire les doléances sociales israéliennes, mises en exergue par la « révolution des tentes » et une partie de sa population religieuse.

L'autre enjeu est la stigmatisation de l'Iran, et dans une moindre mesure la Russie et la Chine, en les dénonçant comme fournisseurs de roquettes. Après sa prestation onusienne mitigée sur l'air de «la prolifération nucléaire iranienne pour les nuls», le Premier ministre israélien devait réagir et accentuer la pression sur Téhéran en insistant sur la menace avérée de ses vassaux. Dans cette continuité, Israël devait trouver une excuse valable pour refuser de participer en Finlande à la conférence sur la prolifération au Moyen-Orient devant statuer en décembre sur ses 300 bombes nucléaires. Ensuite, dans la perspective d'une éventuelle frappe sur l'Iran par Tsahal, il s'agissait d'ôter aux terroristes toute possibilité de répliquer avec des missiles longue portée sur Israël en détruisant leurs arsenaux. De plus, Tel-Aviv souhaitait éliminer plusieurs cadres terroristes. Enfin, Netanyahu désirait renforcer les lobbies militaro-industriels nationaux, notamment ceux qui conçoivent l'onéreux Iron Dome. Il est en effet impossible de comprendre Israël en le dissociant de l'importance de ses lobbies dans sa politique et dans son économie.

... indissociables de ceux de l'Egypte et du Qatar

Pour plusieurs analystes, la pétromonarchie du Qatar est en passe d'être un acteur majeur au Moyen-Orient. Cependant, il est contestable d'affirmer que Doha développe une politique étrangère indépendante, le pays étant membre de *Conseil de Coopération du Golfe*, donc un allié militaire des Etats-Unis et de l'Union Européenne et un des meilleurs partenaires économiques pour l'Occident. Le Qatar ambitionne seulement d'évincer l'influence iranienne et syrienne auprès du Hamas ce qui explique la visite du Cheick Al-Thani à Gaza, le 22 octobre dernier. Rappelons que le Qatar est l'un des seuls membres de la Ligue Arabe à entretenir des rapports diplomatiques avec Israël. En investissant à Gaza (plus de 300 millions d'euros), le Qatar souhaite peut-être s'emparer à terme des champs d'hydrocarbures au large de ses côtes alors que ses propres réserves s'épuisent. Réparer les infrastructures détruites par Israël devait être une opportunité supplémentaire pour parvenir à ce but.

L’Egypte devait aussi y trouver son compte. Secoué par la chute de Moubarak début février 2011, le pays connaît depuis une guerre civile entre les partisans des Frères Musulmans d’un côté, et leurs opposants de l’autre. Mohamed Morsi, président égyptien depuis le 1^{er} juin 2012, est de plus en plus contesté par une population fatiguée de la misère, de la corruption et des brutalités policières qui se sont amplifiées. Morsi, défenseur des intérêts de la confrérie, recherchait urgemment une politique de sortie de crise, surtout dans l’optique de se faire conférer les pleins pouvoirs et de faire oublier sa perpétuation du pro-israélisme de Moubarak. Dans la balance, Morsi désirait aussi rassurer Washington, bailleur d’1,7 milliards de dollars annuels, rançon de Camp David. Le FMI et la Banque Mondiale s’apprêtaient aussi à lui octroyer des aides supplémentaires sous condition. Enfin, l’Egypte devait recouvrer son autorité sur le Sinaï et Gaza, ses chasses-gardées qui lui échappent depuis quelques années, et réaffirmer son leadership sur la ligue arabe, émoussé depuis 2011.

Conclusion

Pilier de défense n’est donc pas l’aboutissement et la catharsis des habituelles tensions israélo-palestiniennes mais un évènement du à l’imbrication systémique d’éléments politiques, sociétaux, économiques, géostratégiques et militaires, tout à la fois israéliens et palestiniens, mais aussi iraniens et égyptiens notamment. La science politique repose sur des antinomies, le conflit israélo-palestinien l’illustre parfaitement. Reste maintenant à déterminer lesquels de ces acteurs ont pu retirer du conflit assez de bénéfices pour revendiquer une victoire.

«PILIER DE DEFENSE» : QUAND ISRAËL SERT LES INTERETS DE L’EGYPTE ET DU QATAR

12/12/2012

Précédemment, nous évoquions les véritables enjeux des trois groupes d’acteurs impliqués dans l’opération *Pilier de défense*, que nous avons désigné sous les lettres A, B et C: Israël (soutenu par l’Union Européenne [UE], les Etats-Unis et leurs alliés) pour le A; puis le Jihad Islamique Palestinien [JIP] (appuyé par l’Iran, la Chine, la Syrie et leurs alliés) pour le B; enfin le Hamas (aidé par l’Egypte, le Qatar et leurs alliés) pour le C. Après huit jours de combat, il semble que le Hamas l’ait emporté, à en juger les scènes de liesse dans les rues palestiniennes, la reconnaissance de la Palestine comme Etat non-membre de l’ONU, et enfin l’arrêt des frappes israéliennes sur la Bande de Gaza. Pour d’autres, Israël a restauré sa dissuasion conventionnelle en faisant cesser les tirs de roquettes. Mais la plupart des experts s’accordent à faire de l’Egypte la grande gagnante de ce conflit asymétrique.

Aussi, entre les propagandes israélienne (*Hasbara*), palestinienne et la superficialité de quelques analyses occidentales, il convient de déterminer les gains réels des pouvoirs qui se sont encore affrontés dans le chaudron de Gaza, au delà des apparences médiatiques et politiques. Pour cela, il convient d’intervertir les focales au profit d’une analyse multiscalaire et critique.

Dans un premier temps, nous rappellerons le bilan chiffré du conflit, à la fois pour Israël et les Palestiniens de Gaza. Puis, nous tempérerons les succès revendiqués par Tsahal. Enfin, nous prouverons que l’Egypte et le Qatar, apparaissant comme les bénéficiaires du conflit, sont en réalité les pions du *smart power* américain au nom d’une mutualisation de leur diplomatie armée.

Un bilan humain contrasté et critiqué

«L’asymétrie» des pertes israéliennes et palestiniennes

A l’inverse d’autres conflits asymétriques, toute confrontation au Proche-Orient donne lieu à des analyses chiffrées immédiatement disponibles et d’une grande précision, conséquence de la surexposition médiatique de la région[1]:

Jours:	Roquettes tirées sur Israël
Du 1 ^{er} janvier au 31 octobre	Autour de 600 roquettes et 200 obus de mortier
Du 10 au 14 novembre 2012	191
14 novembre	75
15 novembre	316
16 novembre	228

<i>17 novembre</i>	<i>237</i>
<i>18 novembre</i>	<i>156</i>
<i>19 novembre</i>	<i>143</i>
<i>20 novembre</i>	<i>221</i>
<i>21 novembre</i>	<i>130</i>
<i>Total</i>	<i>1506 dont 933 sur Israël</i>
<i>Roquettes s'étant abattues en zones inhabitées</i>	<i>875</i>
<i>Roquettes frappant des zones habitées</i>	<i>58</i>
<i>Roquettes interceptées par le Dôme de Fer</i>	<i>421</i>
<i>Tirs de roquettes ayant échoué</i>	<i>152</i>
<i>Coût pour Israël</i>	<i>3 milliards de NIS ou 78 millions de dollars</i>
<i>Coût pour Gaza</i>	<i>300 millions de dollars</i>
<i>Israéliens potentiellement affectés par les roquettes</i>	<i>3,5 millions (50% de la population)</i>
<i>Palestiniens potentiellement affectés par Pilier de Défense</i>	<i>1,7 millions (100% de la population)</i>
<i>Attaques de terroristes sur le sol israélien</i>	<i>3</i>
<i>Terroristes arrêtés sur le sol israélien</i>	<i>55</i>
<i>Sites notamment terroristes visés</i>	<i>1500 dont 980 pas de tir, 26 usines balistiques, 30 centres de commandements, 42 bases</i>
<i>Tunnels détruits</i>	<i>206</i>
<i>Morts israéliens</i>	<i>6</i>
<i>Blessés israéliens</i>	<i>240</i>
<i>Morts palestiniens</i>	<i>173</i>
<i>Blessés palestiniens</i>	<i>Autour de 1200</i>

A cette lecture, beaucoup d'analystes déplorent le déséquilibre entre les relatives faibles pertes israéliennes et les fortes pertes palestiniennes, comme si un conflit devait absolument générer une égalité en la matière. Pour expliquer cette différence, il convient de souligner d'une part la disproportion des forces en présence à l'avantage d'Israël[2]. D'autre part, pour Tel-Aviv, la protection des vies est une priorité, alors que de l'autre côté de la frontière, le martyr est souvent recherché. Certes, Tsahal prend soin de limiter les pertes civiles par des tracts, appels téléphoniques, messages par haut-parleurs pour inciter les habitants à quitter les zones de combat, et respecter la pureté des armes (*toar haneshek*)[3], un principe clé dans l'armée issu de la loi juive (*Halakha*). Les tirs de contre-batterie israéliens contre des habitations civiles s'expliquent en partie. Les unités de fabrication d'armes sont implantées parfois dans des immeubles civils, des caves ou sous des broussailles et sont actionnées par télécommande. Cela empêche les drones, qui détectent d'abord les artilleurs, de les localiser et les détruire[4]. De plus, la tactique du bouclier humain est considérée comme un tribut que les civils (consentants ou contraints) doivent aux combattants[5]. Cela évidemment, n'excuse pas la mort de nombreux civils palestiniens hostiles à la résistance armée ou à l'engagement au sein des groupes terroristes susnommés.

Toutefois, Tsahal semble se satisfaire du faible nombre de victimes par rapport à l'opération Plomb durci, qui avait causé la mort de 1417 palestiniens (800 civils dont 320 enfants et 111 femmes selon l'ONG israélienne Bet'selem), 1166 tués dont 700 combattants selon Tsahal. Israël avait perdu 10 soldats (dont 5 par tirs amis) et 3 civils. Mais en 2009, le conflit s'était déroulé sur 22 jours et incluait des opérations terrestres en plus des frappes aériennes. De plus, Israël n'a pas pu protéger toute sa population, malgré sa prudence tactique et sa supériorité militaire. Côté Palestinien, les pertes ont été divisées par 3 en termes de ratio temporel. Mais la moitié des victimes dans les deux conflits est civile, ce qui remet en cause la précision des actions dites chirurgicales.

Les réactions internationales: entre indignation mesurée et communication

Dès le début du conflit, les Etats-Unis soutiennent Israël en endossant l'armure de Mars, selon un plan de communication bien établi. Le 18 novembre, Obama déclare à Bangkok que les raids sont « *un acte de défense* »[6]. En revanche, l'UE adopte, comme de coutume, une attitude timorée calculée, en affirmant le lendemain condamner « *avec force les attaques à la roquette depuis Gaza sur Israël* »

mais que la «réponse doit être proportionnée»[7]. Le chef du Quartet Tony Blair, le ministre allemand des Affaires étrangères Guido Westerwelle, son homologue français Laurent Fabius et la première vice-présidente de la Commission européenne et Haute-représentante de l'Union Européenne pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité Catherine Ashton, se contentent d'apaiser inefficacement les parties. La pseudo politique arabe de la France s'équilibre en réalité entre les intérêts de l'allié israélien (comme l'atteste la venue de Netanyahu le 31 octobre) et qatari, partenaire économique de l'Hexagone de plus en plus prégnant.

Sans surprise, les pays de la Ligue Arabe condamnent l'attitude d'Israël, même si individuellement, la diplomatie de chaque Etat membre reste très circonspecte. Une délégation d'Etats de la Ligue Arabe (Tunisie, Irak, Jordanie, Maroc et Arabie Saoudite), à laquelle s'est jointe la Turquie a souhaité jouer le rôle d'arbitre, à l'inverse de l'opération Plomb Durci, qui avait vu tacitement l'Arabie Saoudite et l'Egypte participer à l'affaiblissement du Hamas. La Syrie ou le Soudan, membres de la Ligue, mais Etats *non grata*, dénoncent l'ennemi israélien sans ambiguïté, avec leur allié iranien. Les pays ré-émergents, Chine et Russie, renforcent ces critiques en se servant de leurs poids économique, diplomatique et militaire, en plus de leur statut de membre permanent au Conseil de Sécurité. Néanmoins, les pays émergents (Brésil, Afrique du Sud, Inde), que des experts trop hâtifs, persistent à dire très actifs en diplomatie, ont été plutôt transparents.

Une victoire en demi-teinte pour Israël

Assassinats ciblés et roquettes, aux dépens du contact: la guerre à distance

Si au soir du 25 novembre, Tsahal s'enorgueillit d'avoir réduit le potentiel militaire palestinien, ce dernier reste très menaçant. Le ministre des Affaires étrangères Avigdor Lieberman, affirmait «vouloir au moins cinq ou six ans de calme, de stabilité et de sécurité»[8]. Or, juste après la trêve, les tirs de roquettes reprennent sporadiquement. Cela rappelle un précédent lorsque qu'après Plomb Durci, Israël affirmait en janvier 2009 avoir éliminé durablement la menace des roquettes. Le blocus de Gaza, les raids incessants et la destruction des tunnels paraissent donc inefficaces car les terroristes importent toutes les armes voulues, lesquelles sont de plus en plus performantes[9]. Tel-Aviv le reconnaît à demi-mot, mais préfère se féliciter de l'assassinat de cadres terroristes: dont pour le Hamas Ahmed Jaabari, Ahmed Abu Jalal, Habes Masmah, Khaled Shaer et Osama Abdul-Jawad; pour le Jihad islamique Ramez Harb. Toutefois, la société israélienne déplore que l'infanterie et les chars n'aient pu entrer en action alors que les Palestiniens se félicitent de l'arrêt des frappes de Tsahal. Dans la perspective des élections, il aurait été dangereux de risquer la vie de soldats dans une guerre de 4^{ème} génération. En effet, s'il est facile pour la chasse israélienne de bombarder un territoire dépourvu de matériel anti-aérien efficace, il possède un arsenal anti-char et anti-personnel considérable. En réalité, malgré le spectacle de la mobilisation terrestre et le rappel de 75000 réservistes, Israël n'a jamais eu la volonté de pénétrer dans le brasier gazaoui, mais seulement donner l'impression d'un renoncement à la confrontation directe, pour renforcer le groupe d'acteurs C.

L'Iron Dome: un jouet High-tech pour rassurer la population

Venons-en maintenant au grand héros médiatique de l'affrontement, *l'Iron Dome*, qui devait intercepter les projectiles lancés en priorité contre les villes martyres d'Ashkelon, Ashdod, Netivot, Okim et Sderot. Présenté comme l'antimissile le plus performant au monde, son taux de réussite serait compris entre 75% à 90%. Or, s'il révèle de meilleures capacités que les systèmes israélo-américains précédents, il est difficile de valider de tels résultats. En effet, si *l'Iron Dome* était si efficace, Israël se contenterait d'intercepter les projectiles, sans détruire à la source leurs sites de lancement, avec les dégâts collatéraux que cela peut engendrer. Une analyse plus fine du développement de ce système depuis 2009, révèle un taux de réussite nettement plus aléatoire, de l'ordre de 45%, et un retard sur le programme de 3 ans. Ce qui explique le nombre élevé de blessés israéliens et le fait que même Tel-Aviv, jusque-là épargné, ne soit plus à l'abri, ce qui est un échec pour Israël. Sur les 933 roquettes, seules 421 ont été interceptées, même si l'anti-missile ne détruit que celles présentant un danger pour les zones habitées. Problème, les interceptions réussies dépassent le nombre de projectiles tirés contre les zones habitées. Et rien n'est précisé sur l'interception des obus de mortier. Enfin, alors qu'une qassam ne coûte pas plus de 500 euros, une interception par l'Iron Dôme grimpe à 50000 dollars. Si ces défauts ont été dissimulés, c'est que des négociations sont en cours pour vendre *l'Iron Dome* à l'Inde et à la Corée du Sud.

Une guerre sans vraiment de vainqueurs ni de vaincus

La Pax Egyptiana comme élément de langage à destination des analystes

Au sortir du conflit, les rôles de l’Egypte et des «Printemps arabes» sont encensés [10]. Il est aussi dit qu’Israël n’a pas pris en compte les printemps arabes [11] qui auraient bouleversé la région. Or, la thèse de ses chercheurs n’est pas crédible car les «printemps arabes», en particuliers égyptiens, n’ont strictement rien changé. Incontestablement, les Etats-Unis, très prudents, ont sous-traité à l’Egypte, comme au temps du Président Moubarak, la sortie de crise gazaouite, au profit de leurs propres intérêts. Le *smart power* américain consiste, un peu comme en Libye, à se décharger d’un engagement politique et militaire trop direct, au moment où les Etats-Unis doivent répondre aux doléances sociales de leur population. C’est bien la secrétaire d’Etat Hillary Clinton qui a demandé au Caire de surveiller la libre circulation des Palestiniens par le poste frontière de Rafah, d’empêcher le trafic d’armes, et de ne pas remettre en cause les accords de Camp David. Pour s’être impliquée à Gaza, l’Egypte recouvre son autorité dans la région tandis que Morsi réussit à se faire taire la rue en s’octroyant les pleins pouvoirs.

Un Hamas régénéré par ses pertes aux dépens du JIP

Venons-en maintenant au Hamas. Certes, il n’obtient pas la fin du blocus. Mais il prouve sa capacité à frapper le cœur d’Israël, 21 ans après les *Scud* du président irakien Saddam Hussein. Son organigramme de commandement a beaucoup souffert mais ses blessures vont vite cicatriser car dans chaque organisation terroriste les cadres sont vite remplacés et les chefs n’ont que peu d’importance. Ainsi, la mort de Ben Laden n’a pas vraiment affecté Al Qaida. Ensuite, plus des terroristes sont attaqués, plus ils renforcent leur cohésion et leur détermination. En Palestine, c’est au nombre de martyrs que l’on juge la notoriété d’un groupuscule. De même, accusé de duplicité au profit d’Israël, le Hamas s’érige de nouveau en premier ennemi de l’Etat hébreu à Gaza [12]. Même après la trêve, il continue à exercer des tirs de roquettes [13]. Au final, le Hamas crie victoire, redevient un interlocuteur crédible, mais seulement par défaut, grâce à Israël, son meilleur ennemi. Le 22 novembre, jour de la trêve est fait désormais *Journée nationale de la victoire du peuple palestinien* et jour férié officiel. Ainsi, c’est volontairement que Tel-Aviv a renforcé le Hamas (pratique, car on ne négocie pas avec les terroristes) en propageant l’idée que *pilier de défense* était un semi-échec au profit du Hamas. Incontestablement donc, le groupe d’acteurs B demeure le grand perdant de la confrontation. En effet, si la majorité des pays de la Ligue Arabe condamne l’opération israélienne et défend le Hamas, très peu encensent le JIP. Dans la foulée, l’Iran échoue à faire du JIP la première force armée à Gaza. Enfin, sur le nucléaire, les Etats-Unis et l’Union Européenne profitent de la situation pour renforcer les sanctions contre l’Iran et annuler, le 26 novembre, la conférence sur un Moyen-Orient dénucléarisé au profit d’Israël [14].

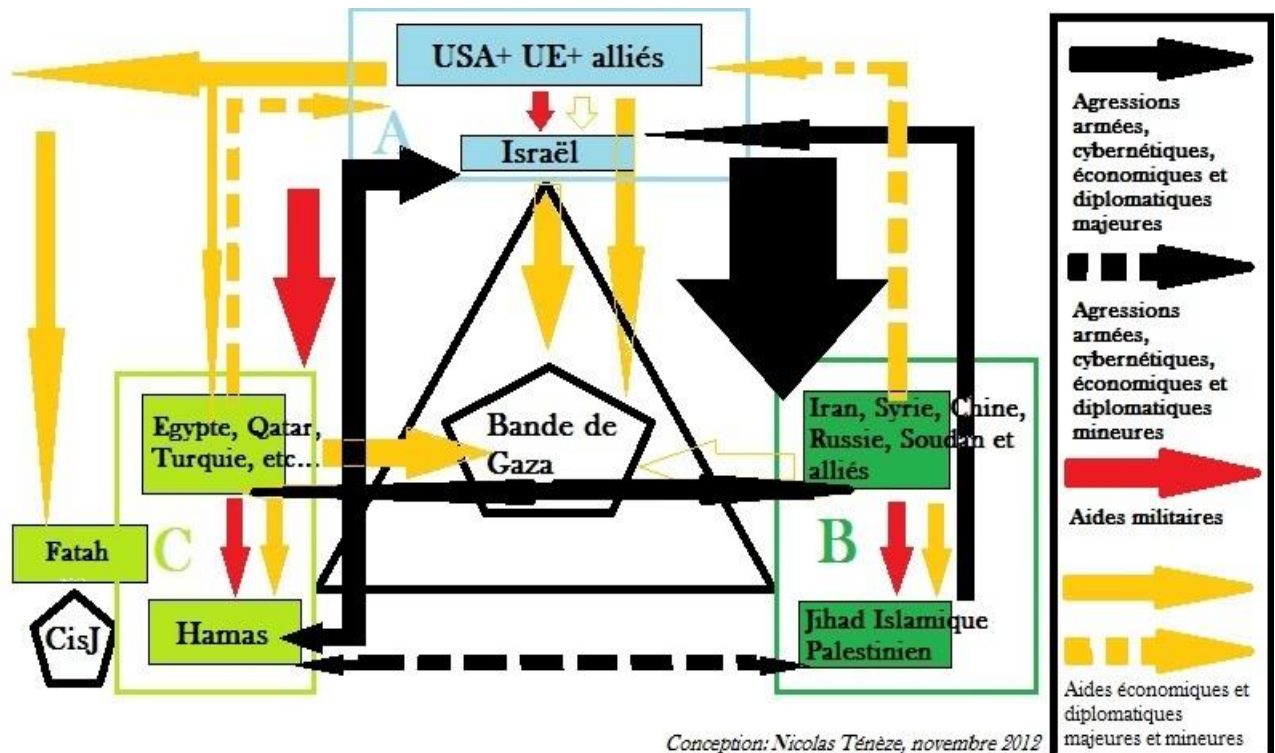
La Palestine, vainqueur diplomatique?

Soucieux de combattre l’influence du JIP, le leader du Hamas Khaled Mishal, d’abord réticent à soutenir le Fatah sur une Palestine non membre mais observatrice à l’ONU, déclare le 26 novembre approuver cette initiative. Cependant, le Hamas souhaite un Etat Palestinien et officieusement pas forcément intégralement souverain, il réclame le retour aux frontières de 1948 alors que le Fatah se contente pour l’instant les frontières d’avant 1967. Toutefois, la position du Hamas en exil se distingue de celle du Hamas à Gaza [15]. Si le nouveau statut de la Palestine profite surtout à Abbas, ses revendications ont du être réduites, alors que les Etats-Unis prévoient que la « solution à deux États serait repoussée très loin dans l’avenir » [16]. A l’issue de ce vote, Etats-Unis, Israël, Canada, République Tchèque, Iles Marshall, Micronésie, Nauru, Palau, et Panama se marginalisent face au 138 pays en faveur de la Palestine. Des 41 Etats abstentionnistes, une dizaine appartient à cette UE divisée et inefficace, qui obtient pourtant un prix Nobel de la paix. En revanche, beaucoup de pays de la Ligue Arabe, secoués par des crises sociales, sont renforcés par l’issue de ce scrutin. Pour Israël, cette reconnaissance risque de l’entraîner devant la Cour Pénale Internationale, mais cela pourrait être aussi le cas pour le Hamas.

La victoire revient incontestablement aux extrémistes de tous bords, dont la percée depuis les pseudos « printemps arabes » démocratiques, n’en finit pas de déstabiliser la région. Israël et les Etats-Unis n’ont jamais souhaité dialoguer avec des pays ou groupuscules nationalistes et laïques, mais au

contraire avec des interlocuteurs religieux, plus faciles à manipuler électoralement ou géopolitiquement. En Israël, les plus religieux, dont les *haredim*, ont également pris l'ascendant sur les sionistes laïques. A Gaza, dans la plupart des pays de la Ligue Arabe, ou en Israël, les extrémistes savent paradoxalement toujours s'entendre, et pour cela, raviver les tensions en est une condition *sine qua non*. Le Qatar, qui finance les islamistes de la Libye à la Syrie en passant par Gaza, pourra s'en servir pour ses intérêts diplomatiques et financiers mais toujours au profit des Etats-Unis et d'Israël.

La triangulaire d'intérêts dans la quadrature du cercle palestinien en 2012: un exemple simplifié de « l'orient compliqué »



Bibliographie

- [1] Les données ont été compilées, croisées et vérifiées à partir des informations du *Centre d'actualité de l'ONU*, 23 novembre 2012, « Des experts de l'ONU déplorent le nombre de victimes civiles faites par les affrontements entre Israël et le Hamas ».; et de *l'Israel Defense Forces*. 26 novembre 2012, «Les objectifs de l'Opération Pilier de Défense ont été atteints».
- [2] Israël dispose d'environ 300 bombes nucléaires, Selon l'Iris, *L'année stratégique 2013*, 533 pages, p.307, le pays disposerait de 2500 chars, 100 ogives atomiques, de 630 avions, de 176000 soldats. Ses dépenses militaires atteignent 15,3 milliards de dollars soit 6% du PIB. *The Military Balance 2012*, 504 pages, pp.328-321 indique pour sa part 200 têtes nucléaires, 6 sous-marins lance-engins nucléaires (à terme), 440 avions, 77 hélicoptères d'attaque, 27 batteries antimissiles, de 3 escadrons de missiles balistiques de portée intermédiaires et courtes, de 4 satellites militaires, de 565000 militaires de réserve, 8000 troupes paramilitaires, 480 chars de bataille, 530 pièces d'artillerie, d'environ 2000 blindés légers. Les activistes palestiniens armés seraient au maximum 50000 armés de missiles antichars, probablement de quelques missiles anti-aériens, de dizaines de milliers de missiles à courte portée mais d'aucun blindé ni avions, ni systèmes de brouillage, ni de navire de guerre, ni d'hélicoptères, ni d'armes nucléaires.
- [3] <http://blogtsahal.wordpress.com/2012/04/30/le-code-ethique-qui-dicte-la-conduite-de-tous-les-soldats-au-quotidien/> LES valeurs de l'esprit de Tsahal. Précisons tout de même que rien ne prouve que l'armée israélienne cible la population civile lors de ses frappes.
- [4] *ONU GENERAL*, A/HRC/12/48, 15 Septembre 2009, *Human Rights Council*, 12^{ème} session, Agenda item 7, « Droits humains en Palestine et dans les autres Territoires Occupés ». Rapport Goldstone.-
- [5] *Le Monde*, jeudi 01 janvier 2009, « Les mosquées de la terreur ».
- [6] *Israel Defense Forces*, 26 novembre 2012, «Les objectifs de l'Opération Pilier de Défense ont été atteints».
- [7] *Ibid.*
- [8] *Le Figaro*, 22 novembre 2012, « Israël et le Hamas annoncent un cessez-le-feu ».
- [9] *Centre d'information sur les renseignements et le terrorisme au Centre d'études spéciales*, octobre 2008, « Les tunnels ».
- [10] «Opération « Pilier de la défense » : quel bilan ?», 22 novembre 2012, Réponse de Pascal Boniface, directeur de l'IRIS. -

[11] *Atlantico*, « Faute de les avoir suffisamment compris, Israël contraint de subir les conséquences des “printemps arabes” », 23 novembre 2012, Sébastien Boussois, chercheur à l’Université Libre de Louvain.

[12] Lire l’excellente analyse de Gilles Paris dans *le Monde* du 16 novembre 2012, « Où va Israël avec l’opération militaire à Gaza ? ».

[13] *Israël Defense Forces*, 21 novembre 2012, 21h30 – « Communiqué officiel: un cessez-le-feu est entré en vigueur ». *CRIF*, 22 novembre, « Pilier »

[14] *Le Monde*, 26 novembre 2012, « Nucléaire : l’Iran condamne les Etats-Unis après l’annulation d’une conférence internationale ».

[15] *Le Monde*, 26 novembre 2012, « Désaccords entre les formations palestiniennes sur le statut d’Etat observateur ».

[16] *Ibid.*